

# Réforme de l'administration territoriale de l'Etat

## Placer les réunions sous le contrôle des personnels

Suite à la circulaire du Premier ministre du 7 juillet 2008 (cf le dossier du Fonction publique n°153 de juin 2008), des premières réunions se sont tenues avec les préfets dans les départements et les régions sur la réforme de l'administration territoriale de l'Etat. Un guide intitulé « éléments de méthode pour la mise en oeuvre de la première phase » daté du 28 juillet 2008 été adressé aux préfets.

### Des points d'appui

Jusqu'à présent, la réforme c'était l'affaire de hauts fonctionnaires et d'experts de cabinets privés. L'étape nouvelle, c'est enfin l'ouverture de débats avec les organisations de fonctionnaires.

En application de la circulaire du 7 juillet, il est prévu la « consultation informelle » des organisations syndicales. Elle pourra être organisée « au sein de réunion interservices de représentants du personnel qui se réunira régulièrement pour faire le point sur l'état d'avancement de travaux en cours ».

Les CTP de plusieurs départements ministériels pourront être réunis conjointement...

Dans de nombreux départements, de premières réunions se sont tenues.

La Cgt y participe à partir des préoccupations des personnels et de nos propres analyses et propositions pour préserver des services de proximité de plein exercice répondant aux besoins des usagers et défendre les droits des personnels.

### Dénoncer et combattre une spirale destructrice

Les schémas du gouvernement s'inscrit à titre principal dans l'objectif de réduire les dépenses publiques.

**Rappelons qu'avec la RGPP notre pays devait gagner un point de croissance et réaliser l'équilibre des finances publiques.** Dans les faits, notre pays connaît une croissance proche de zéro au premier semestre et le déficit des dépenses publiques s'accroît.

D'après les experts, la RGPP devait permettre de réduire de 7,7 milliards d'euros la dépense publique. La cour des Comptes évalue maintenant de 10 à 12 milliards la réduction des dépenses à réaliser pour atteindre d'ici 2012 l'équilibre des dépenses publiques. Ainsi, nous entrons dans une spirale infernale, la réduction des dépenses publiques contribuant à

tirer vers le bas la croissance et les recettes budgétaires.

Faudrait-il aller encore plus loin dans cette logique, ce qui conduirait à tailler toujours plus dans les dépenses publiques? Et cela alors que notre pays est entré en récession ?

Ce sont bien d'autres choix qui doivent prévaloir. A noter que la Cour des Comptes elle-même avait pointé comme pistes l'assujettissement des stock-options aux prélèvements sociaux, la mise en cause des aides données aux entreprises sans contreparties et des niches fiscales profitant aux plus fortunés.

### Répondre aux besoins des territoires

Les préfets doivent élaborer leurs propositions de réorganisation pour la fin novembre.

Celles-ci doivent s'inscrire dans le cadre étroit des préconisations formulées au plan national. Nous devons revendiquer le maintien de services de l'Etat dans la proximité, leur modernisation et leur démocratisation pour répondre aux besoins de la population dans le territoire.

Une attention particulière doit être portée sur l'emploi. Il est dit d'un côté que la gestion des personnels reste ministérielle et de l'autre qu'une réorganisation de la gestion des « ressources humaines » va intervenir.

Un organigramme détaillé sera défini, celui-ci déterminera l'affectation des agents !

Ce dispositif annonce **une volonté de restructuration brutale** des services et des organisations de travail. Dans le même temps, le gouvernement s'attaque aux garanties statutaires des agents avec le projet de loi dit de mobilité.

Plus que jamais, dans cette rentrée, nous avons besoin de débattre avec les personnels et construire avec eux les ripostes nécessaires. Les réunions avec les directions et les préfets doivent être placées sous leur contrôle.

### « Le service public est notre richesse », une campagne au cœur des enjeux de la rentrée

A l'initiative de la CGT, de la FSU et de Solidaires, de personnalités du monde associatif, politique, universitaire, l'appel « le service public notre richesse » a été lancé au printemps dernier avec une pétition nationale.

Près de 40 000 signatures en ligne ont été recueillies à ce jour ainsi que des dizaines de milliers de signatures papier.

Dans un contexte où les attaques contre les services publics connaissent de nouveaux développements avec par exemple, la restructuration brutale des services de l'Etat dans les départements et les régions, la mise en cause du statut général de la Fonction publique, le projet de privatisation de la poste, de reculs du service public hospitalier, la poursuite de la mobilisation autour du service public est plus que jamais d'actualité. L'objectif est de travailler à développer les luttes pour le service public, à les faire se rencontrer dans une grande exigence nationale pour faire vivre ce bien commun au service des droits pour tous.

Pour aider aux débats, aux initiatives unitaires de mobilisation, comme à la relance de la pétition, un 4 pages tiré à 500 000 exemplaires est mis à disposition des organisations.

Il a été convenu avec la FSU, Solidaires et les principales autres organisations impliquées que la diffusion s'effectuera par le canal des UD CGT.

Aujourd'hui, relance de la pétition comme large diffusion du « 4 pages » doivent être à l'ordre du jour pour impulser la construction d'une riposte à la hauteur des enjeux.